

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 21 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

KLV ENVIRONNEMENT

14, route de Marimont

57260 BOURGALTROFF

Références : BOURGALTROFF_KLV_2022-03-04_RAPVI_LVH_31303_Modif_auto

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2022 dans l'établissement KLV ENVIRONNEMENT implanté 14, route de Marimont 57260 BOURGALTROFF. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le tunnel de Bastia (Corse) fait l'objet de travaux de mise en conformité pour la sécurité de ses usagers du 18 février au 11 mars 2022. Dans le cadre de ces travaux, 5000 tonnes de fraisats de route contenant de l'amiante ont été expédiés en métropole dans deux installations de stockage de déchets inertes contenant de l'amiante, dont la société KLV Environnement. La visite d'inspection a porté sur le contrôle de l'admission de ces déchets de matériaux de construction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KLV ENVIRONNEMENT
- 14, route de Marimont 57260 BOURGALTROFF
- Code AIOT dans GUN : 0006207081
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société KLV Environnement exploite une installation de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ainsi qu'une installation de stockage de déchets inertes sur le territoire de la commune de Bourgaltroff.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registres	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32	/	Sans objet
Casiers mono-déchets amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 39	/	Sans objet
Registre des admissions spécifique à l'amiante	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 41	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déchargement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42	/	Sans objet
Recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La prescription de l'article n° 42 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est inadaptée. Le conditionnement des déchets de construction contenant de l'amiante en linerbenne ne permet pas de respecter la prescription relative à l'interdiction d'opérer à un déversement direct à l'aide d'une benne.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 32
Thème(s) : Situation administrative, Admission des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions, un registre des refus et un registre des documents d'accompagnement des déchets (information préalable et résultats de caractérisation de base ou du contrôle de conformité). En complément des prescriptions générales applicables aux registres des installations de traitement de déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions, pour chaque véhicule apportant des déchets : <ul style="list-style-type: none">- Le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et contrôle des documents d'accompagnement des déchets) ;- La date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le registre informatique des admissions des déchets contenant de l'amiante lié arrivant sur son site. L'exploitant dispose des bordereaux de suivi des déchets refusés contenant de l'amiante mais n'a pas formalisé de registre des refus. Pour chaque véhicule apportant des déchets, la date de délivrance de l'accusé de réception figurait sur le registre des admissions. En revanche, la date de notification du refus et le motif de refus ainsi que le résultat des contrôles d'admission ne sont pas reportés sur ce registre. Tous les déchets admissibles entrants sur le site doivent figurer dans le registre des admissions, qu'ils soient à terme admis ou refusés. Par courriel du 8 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le registre des admissions actualisé pour le mois de mars 2022, contenant tous les éléments mentionnés à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné.
Observations : La prescription de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est respectée. L'inspection rappelle par ailleurs à l'exploitant que le registre des déchets entrants ou registre d'admission doit respecter à la fois les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné mais également les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Casiers mono-déchets amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 39
Thème(s) : Autre, Dispositions spécifiques aux casiers de déchets contenant de l'amiante
Prescription contrôlée : Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont admis dans une installation de stockage de déchets non dangereux dans des casiers mono-déchets dédiés, sous réserve qu'ils ne contiennent pas de substance dangereuse autre que l'amiante.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées n'avoir qu'un seul casier dédié au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sur son site. Lors de la visite, il a été constaté que les déchets entreposés le matin même dans ce casier étaient exclusivement composés de sacs étiquetés "amiante".
Observations : La prescription de l'article 39 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre des admissions spécifique à l'amiante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 41
Thème(s) : Situation administrative, Admission des déchets
Prescription contrôlée : Pour les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, l'exploitant indique dans le registre des admissions, en plus des éléments indiqués à l'article 32 : <ul style="list-style-type: none">- Le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets d'amiante ;- Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET ;- Le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;- L'identification du casier dans lequel les déchets ont été entreposés.
Constats : Lors de l'inspection, le registre informatique des admissions des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante fourni par l'exploitant contenait le nom et l'adresse de l'expéditeur initial. En revanche, le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets d'amiante ne figurait pas au sein du registre. Pour rappel, le rapport d'inspection du 2 octobre 2020 lié à la visite d'inspection du 29 juillet 2020 indiquait déjà que le numéro du bordereau de suivi des déchets contenant de l'amiante était manquant. Par courriel du 8 mars 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le registre des admissions actualisé pour le mois de mars 2022, contenant le numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets d'amiante pour chaque véhicule apportant des déchets. Le jour de la visite, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés n'avaient pas été complétés dans le registre des admissions puisque les déchets reçus le jour de l'inspection n'avaient pas subi d'entreposage intermédiaire entre leur lieu de production (Bastia) et l'installation de stockage de déchets KLV Environnement. Par ailleurs, le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées ne disposer que d'un seul casier réservé au stockage de déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sur son site. Il n'est donc pas concerné par l'identification du casier dans lequel les déchets sont entreposés.
Observations : La prescription de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est respectée. L'inspection rappelle par ailleurs à l'exploitant que le registre des déchets entrants ou registre d'admission doit respecter à la fois les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné mais également les dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 42
Thème(s) : Autre, Dispositions spécifiques aux casiers de déchets contenant de l'amiante
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.</p> <p>A cette fin et conformément à la réglementation sur le travail, une zone de dépôt adaptée à ces déchets est aménagée. Elle est équipée, si nécessaire, d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.</p> <p>Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souples sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.</p> <p>Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante sont stockés avec leur conditionnement dans des casiers dédiés.</p> <p>Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement du camion. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante durant sa manutention vers le casier et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret n° 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés peuvent être admis sans essai.</p> <p>Lors de la présentation de déchets contenant de l'amiante, l'exploitant complète le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861.</p> <p>Constats : Afin de prévenir le risque d'envol de poussière d'amiante, les bennes qui transportent les déchets ne sont ouvertes que lors de l'opération de déchargement. Lors de l'entrée sur site d'un camion contenant des déchets de construction liés à de l'amiante, un premier contrôle visuel est facilité à l'entrée du site, à l'aide d'une caméra installée au droit de la zone de pesée. Un second contrôle visuel est réalisé avant le déchargement du camion. L'exploitant a indiqué s'assurer de l'intégrité du conditionnement et de la présence de l'étiquetage "amiante" avant tout déchargement.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que le bordereau de suivi de déchets d'amiante CERFA n° 11861 a été complété dès l'arrivée sur site d'un camion, avant l'opération de pesée.</p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté que les camions ne subissent pas d'entreposage intermédiaire entre leur entrée sur le site et leur déchargement dans le casier dédié au stockage de déchets non dangereux de matériaux inertes contenant de l'amiante lié.</p> <p>Par ailleurs, le jour de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées ne pas recevoir de déchets de particuliers contenant de l'amiante qui ne seraient pas emballés. L'exploitant n'est donc pas concerné par l'aménagement d'une zone de dépôt sur son site.</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que les déchets de construction contenant de l'amiante conditionnés dans des big-bags ou contenants de taille équivalente ont été déchargés au moyen de chariots élévateurs.</p> <p>En revanche, en raison d'une impossibilité technique, les linerbennes sont déchargés au moyen d'opérations de déversement direct par basculement de la benne. Un linerbenne est un contenant étanche de la dimension d'une benne de camion, qui permet le transport puis le stockage en vrac de déchets amiantés. Il facilite le chargement de ces déchets mais ne permet pas un déchargement à l'aide d'un chariot élévateur, les facteurs limitants étant le poids et les dimensions du linerbenne.</p> <p>Observations : La prescription de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est partiellement respectée et inadaptée.</p> <p>Le conditionnement des déchets de construction contenant de l'amiante en linerbenne ne permet pas a priori de respecter la prescription relative à l'interdiction d'opérer à un déversement direct à l'aide d'une benne.</p> <p>L'inspection propose d'engager une analyse afin d'apprécier la faisabilité d'appliquer la prescription de l'article 42 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné relative à l'interdiction des opérations de déversement direct au moyen d'une benne.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 43-I
Thème(s) : Autre, Dispositions spécifiques aux casiers de déchets contenant de l'amiante
Prescription contrôlée : I. - Les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, stockés dans les casiers dédiés, sont recouverts avant toute opération de régilage à la fin de chaque jour de réception par des matériaux ou des déchets inertes de granulométrie adaptée à la prévention de toute dégradation de leur conditionnement. L'épaisseur de recouvrement est supérieure à 20 centimètres.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées recouvrir les déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié à la fin de chaque jour de réception, avec une épaisseur de recouvrement supérieure à 20 centimètres. Les matériaux utilisés pour le recouvrement sont de différentes granulométries afin de garantir le passage des engins de déchargement lors d'une prochaine réception. Lors de la visite, il a été constaté que seules les marchandises reçues le matin même n'étaient pas encore recouvertes de matériaux inertes.
Observations : La prescription de l'article 43-I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susmentionné est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet